

# L'INFORMO

Volume 40 • Numéro 1 • Octobre 2017



## **2016-2017 POSTMORTEM CLIMATIQUE**

## SOMMAIRE

**2 Bilan de l'exécutif 2016-2017**

Emilie Sarah Caravecchia

**6 Dons de solidarité 16-17****7 Les États généraux de l'enseignement supérieur. Penser l'éducation que l'on veut et se mobiliser en conséquence**

Madeleine Ferland et Chantale Lagacé

**9 Pourquoi avoir une piscine au Collège?**

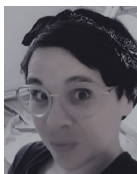
Annick Beauregard

**10 Concrétisation de la proposition de l'AG sur les toilettes mixtes****12 À l'agenda : dates à retenir**

Crédit photo page titre : Pixabay/Domaine public

## Bilan de l'exécutif 2016-2017

## Emilie Sarah Caravecchia, Responsable de l'information et de la mobilisation

**Présentation générale**

Vous trouverez dans les lignes et pages qui suivent le rapport annuel des activités du comité exécutif pour l'année 2016-2017. Chaque année, le bilan permet de voir tout le dynamisme du SEECM. Les informations regroupées dans les tableaux nous semblaient être une nouvelle forme de présentation qui témoigne de façon éloquente de notre vie syndicale active ! À cette présentation succincte suivra une présentation des activités du SEECM, de grands dossiers qui nous ont occupés l'an dernier, des comités auxquels les membres participent, des instances locales et nationales, actions, luttes sociales, dossiers courants, etc.

**Bilan et perspectives****Bilan des activités 2016-2017**

Nouvelle année scolaire : nouvel exécutif syndical. À Emilie Sarah Caravecchia et Josée Chevalier, qui avaient respectivement conservé leur poste de responsable à l'information et au secrétariat se sont ajoutés Karine L'Ecuyer à la présidence, Carole Morache à la trésorerie et François Pepin au poste de responsable de l'application de la convention collective.

Les mouvements à l'exécutif syndical sont bien connus à Montmorency et

l'équipe a su poursuivre le travail sur les dossiers en cours : suite des négociations locales pour les annexes de la convention collective 2015-2020, entente relative à la réussite des étudiantes et étudiants en situation de handicap (EESH), entente pour la création des charges à la Formation continue, rédaction du bilan local de la négociation et participation au bilan national, révision des Statuts et règlements du SEECM, griefs, défense en arbitrage, mobilisation pour le salaire minimum à 15\$, liens intersyndicaux, etc.

**Conseil d'administration**

Depuis le 12 juin 2016, à titre d'invités observateurs, les membres du comité exécutif du SEECM (en équipe ou seul) assurent une présence constante lors des séances du Conseil. Cette présence a aussi été assurée en intersyndicale.

Cette année, le SEECM a suivi de près plusieurs dossiers arrivant au Conseil d'administration et en émanant. Le dossier de la création d'un règlement sur le bureau de l'Ombudsman a occupé les débats toute l'année : initialement réclamé en 2013-2014 par le SEECM en CRT, la création de ce poste a été réitérée à de nombreuses reprises depuis.

En plus du dossier de l'Ombudsman et de celui du Plan stratégique, le Conseil a créé le sous-comité, Gouvernance et éthique, chargé notamment

# L'année en chiffres

## Rencontres

| Instances nationales et régionales                   | Nombre de rencontres                                     |
|--|--|
| Congrès CSN  | 1  |
| Conseil central du Montréal métropolitain            | 9  |
| Conseil fédéral de la FNEEQ                          | 2 réguliers<br>1 extraordinaire                          |
| Bureaux fédéraux                                     | 5  |
| Regroupement cégep                                   | 7  |
| États généraux sur l'enseignement supérieur          | 1  |
| Instances locales paritaires                         | Nombre de rencontres                                     |
| Conseil d'administration                             | 8  |
| Commission des études                                | 10   |
| Groupe de réflexion sur la réussite (sous comité CÉ) | 10   |
| Comité relation de travail                           | 8  |
| Comité d'action et de concertation en environnement  | 4 hiver seulement  |
| Comité d'éducation interculturelle                   | 0, mais 2 rencontres entre les profs                     |
| Comité santé et sécurité au travail                  | 2  |
| Comité d'accès à l'égalité en emploi                 | 2  |
| Comité programme d'aide aux employés                 | 0  |
| Comité pour contrer le harcèlement                   | 0  |
| Comité plan stratégique                              | 3  |
| Intersyndicaux                                       | 4  |
| Comités syndicaux                                    | Nombre de rencontres                                     |
| Assemblée générale                                   | 10 régulières<br>1 extraordinaire                        |
| Comité exécutif                                      | 36 régulières<br>Un nombre indéterminé d'extraordinaires |
| Comité information                                   | 4  |
| Comité vérification des finances                     | 2  |
| Comité assurances et régime de retraite              | 2  |
| Comité femmes  | 4  |
| Comité diversité sexuelle                            | 2  |
| Comité précarité                                     | 0  |
| Comité solidarité internationale                     | 2  |
| Comité don de solidarité                             | 2  |
| Comité école et société                              | 4  |
| Comité mobilisation                                  | 2  |
| Comité d'action sur l'offre alimentaire              | 10   |

## Le Comité de relation de travail en chiffre

| Données                 | Nombre    |
|-------------------------|-----------|
| Fréquentation étudiante | 7405      |
| Postes                  | 33        |
| Permanences             | 9 + 1 MED |
| Retraites               | 19        |

## L'année en événements

| Événements syndicaux   | Nombre            |
|--|-------------------|
| Party  | 3                 |
| 5 à 7 des nouveaux profs   | 1                 |
| 5 à 7 des comités  | 1                 |
| 6 à 8 causerie du Comité école et société sur les ÉGES   | 1                 |
| Rencontre des coordinations  | 2                 |
| Conférence du Comité femmes sur la culture du viol et sur le féminisme intersectionnel, conférencière Manal Drissi | 1                 |
| Kiosque du Comité diversité pour lutter contre l'homophobie et la transphobie                                      | 1                 |
| Campagne 5-10-15, distribution de tracts informatifs par le Comité mobilisation                                    | 1                 |
| Forum social mondial   | 9 au 14 août 2016 |
| Conférence de presse sur l'offre alimentaire au Collège  | 1                 |
| Demi-journée de réflexion sur les projets internationaux du Comité Projets internationaux                          | 1                 |



4 mai 2017, conférence de presse intersyndicale contre la venue d'un autre *fastfood*

Crédit photo : Catherine Savard

de voir à la refonte des règlements 1 et 2 régissant le CA et aussi à la création d'un règlement sur l'embauche et le renouvellement des hors cadres; un sous-comité avait préalablement été créé à la Commission des études pour se pencher sur ce dossier de l'embauche et du renouvellement des Directions générale et des études. Ce sous-comité a été consulté par celui du CA lors des travaux de rédaction.

### Commission des études

Pendant l'année 2016-2017, la Commission des études a travaillé à la réalisation de nombreux dossiers.

Le dossier du Plan de la réussite, qui occupait la Commission depuis déjà plusieurs sessions, fut un succès grâce au travail collaboratif des différents acteurs et à l'appropriation du dossier par la communauté grâce à de réelles consultations.

Dans la foulée du renouvellement de la Directrice des études, et parce qu'aucun règlement interne ne traitait de ce sujet, la CÉ, qui a un pouvoir de recommandation au CA en la matière, a créé un sous-comité chargé de se pencher sur l'embauche et le renouvellement des postes de Direction des études et de Direction générale. Ce sous-comité a été consulté par le Comité éthique et gouvernance du CA.

Comme à son habitude, la CÉ a suivi les dossiers relatifs aux révisions et évaluations des programmes. Mentionnons particulièrement les travaux relatifs au cheminement des étudiants inuits qui ont mené à une réunion extraordinaire en juin, après de nombreux suivis du dossier.

D'autres échanges ont eu lieu quant à la révision prochaine du Guide de gestion des programmes. Une révision qui devrait débiter au courant de l'année 2017-2018.

Enfin, les représentants-es de secteur ont rapporté les soucis pédagogiques colligés auprès de leurs collègues : la question des incomplets permanents, la croissance du Collège et ses impacts, la création du Conseil des collèges, la baisse des préalables, etc.

### Comité relation de travail

Voici une liste non exhaustive des sujets ayant occupé les membres du Comité relation de travail pendant l'année 2016-2017

L'utilisation des 2,8 CFC (charges à la formation continue) disponibles annuellement : Cette nouvelle allocation négociée lors de la dernière négo sert à payer les professeurs-es de la Formation continue comme celles et ceux du Régulier avec les obligations que cela comporte. Les sommes non dépensées sont gardées pour l'année suivante.

Désistement : Ce dossier est une tentative de la partie patronale de négocier une procédure pour contrer le désistement de professeurs-es qui désirent se retirer du contrat qui leur a été proposé. Il n'y a pas de suite pour l'instant.

Verglas du 24 janvier 2017 : Les problèmes rencontrés à la suite du verglas du 24 janvier sont des conséquences directes de l'envoi tardif, de manière non uniforme et imprécise de la part de la Direction. Du communiqué des Directions

apparu sur la page web du Collège, nous retenons la phrase qui a fait la page couverture de L'Informo de février : « Nous vous invitons à prendre les mesures nécessaires pour prévenir les accidents : soyez attentif, portez des chaussures adaptées et avancez lentement. » L'allocation pour les libérations syndicales : À l'hiver 2017, l'Assemblée générale a demandé, dans la foulée de l'adoption de la révision des Statuts et règlements, une augmentation de 1,2 ETC de la libération syndicale dans le but de refléter la réalité du travail accompli par l'Exécutif en fonction de l'augmentation de la charge de travail qui est notamment liée à la croissance du corps professoral. L'ajout de deux nouvelles personnes sur l'exécutif permettrait d'accomplir plus aisément le travail.

Levée et reprise des cours du 15 mars 2017 : La partie syndicale questionne le long délai (deux semaines) avant que les enseignants-es ne soient informés de la date de reprise des cours manqués.

Procédures claires lors de violence envers les enseignants-es : Les professeurs-es ont peu confiance en la façon de faire de la Direction lors de situations de violence envers les enseignants-es. Les délais d'intervention et la souplesse à l'endroit des étudiants-es contribuent à ce sentiment. Une procédure claire et automatique devrait être mise en place. Procédure en cas de plainte : Des précisions concernant les procédures à respecter dans des situations de harcèlement ou de menace ont été demandées. Convocation de Karine L'Ecuyer :

L'équipe du CRT a déploré tout ce qui entourait cette convocation et a rappelé que Karine a agit à titre de présidente, déplorant qu'elle ait été convoquée comme employée.

### **Mobilisation et implication des membres**

Fidèles à leur réputation de grandes et de grands militants, les membres du SEECM ont participé à la vie syndicale par leur implication dans les comités syndicaux, paritaires, dans les différentes instances régionales que nationales, mais aussi par leur participation à des manifestations, par leurs implications sociales, par leur travail au bien-être et à la santé de la communauté montmorencienne, par l'organisation d'une conférence de presse, par la tenue de kiosques contre l'homophobie et la transphobie, par l'organisation d'une conférence intersyndicale dans la foulée de la Journée internationale des femmes sur la question de la culture du viol et sur les féminismes et surtout par leur participation nombreuse aux assemblées générales du SEECM.

### **Forte participation aux instances régionales et nationales**

À la FNEEQ, Josée Chevalier a participé au Comité bilan de la négociation, Carole Morache au Comité orientations et diversité sexuelles, Madeleine Ferland au Comité école et société. Les représentants du SEECM ont aussi présenté un avis de motion au regroupement des syndicats de cégep (FNEEQ) qui a modifié certaines règles de fonctionnement et une proposition qui a créé un co-

mité chargé d'analyser et de réviser les règles de fonctionnement du Regroupement. Sébastien Manka était quant à lui représentant au Bureau fédéral de la FNEEQ.

Au CCMM, Karine L'Ecuyer agit en tant que formatrice et est personne ressource au Groupe de travail sur la culture. Madeleine Ferland est responsable du Front de lutte en éducation. Louiselle Huppé (retraîtée) est membre du Front de lutte Droit au travail.

À la CSN, tous les membres de l'exécutif de même que Madeleine Ferland, Danielle Lalonde et Sébastien Manka ont participé au 65<sup>e</sup> congrès de la CSN.

### **Climat de travail**

Alors qu'entre les professeurs-es et les départements le climat de travail est à la collégialité, il en va autrement du climat entre les professeurs-es et la Direction (absence de consultation réelle, décisions unilatérales, etc.)

Dans la dernière année, l'impression de manque d'écoute quant aux préoccupations de la communauté montmorencienne a avivé les tensions déjà existantes. L'annonce de la venue d'une troisième chaîne de *fastfood*, pourtant décriée en 2015 lors de l'arrivée du Subway et du Tim Hortons, a conduit à la tenue d'une conférence de presse intersyndicale (SEECM, SECM, AGEM, STT-MAE) dénonçant l'incongruité de la présence de telles chaînes de restauration rapide entre les murs d'une institution d'enseignement public qui enseigne et prône les saines habitudes alimentaires et de vie. À la suite de

cette conférence de presse – soutenue par la FNEEQ et la CCMM –, la présidente du SEECM a fait l'objet d'une convocation disciplinaire pour manque de loyauté envers son employeur. De tous les membres de la communauté ayant accompagné calmement et silencieusement la présidente du SEECM à sa convocation, 43 professeurs-es ont été identifiés (dont 2 par erreur) et ont reçu une lettre qui leur rappelait, notamment, la Politique institutionnelle sur la qualité du milieu de vie. La lettre a été envoyée aux professeurs-es ciblés le 13 juin à quelques heures du début des vacances, alors que la Direction avait déposé, à l'exécutif du SEECM, une demande de nomination d'un médiateur la veille, le 12 juin.

À cette demande de nomination d'un médiateur, entre le SEECM et la Direction, et dans les circonstances, l'exécutif a répondu, le 19 juin, qu'ils demanderaient à l'Assemblée générale de se positionner sur la question au début de la session d'automne 2017.

### **Dans le quotidien du local syndical**

Au jour le jour, l'Exécutif du SEECM accueille les membres, gère les finances, prépare les instances locales (comités, groupes de réflexions, etc.), régionales, nationales, fait le suivi des dossiers avec les différentes Directions et services, il accompagne les professeurs-es, il informe et mobilise ses membres, s'assure de maintenir une vie syndicale saine et dynamique. Cette année, chose qui n'avait pas été faite depuis plus de trente ans, l'Exécutif a procédé à l'embauche



d'un nouveau secrétaire, Tommy Girouard-Belhumeur. Il remplace désormais Lise LeRoux qui a pris sa retraite au terme de 31 années de service pour le SEECM.

### Perspectives 2017-2018

Pour cette année qui s'amorce, l'Exécutif continuera à travailler à l'amélioration du climat de travail tout en respectant et en défendant les valeurs syndicales chères aux membres du SEECM.

Outre l'attente de la décision de l'Assemblée générale à la demande de nomination d'un médiateur<sup>1</sup> pour rétablir les relations entre le SEECM et la Direction, l'Exécutif suivra, notamment, les dossiers nationaux de la création du Conseil des Collèges et celui des modification au Régime des études collégiales (RREC), le dossier social du salaire minimum à 15\$, les dossiers locaux de l'agrandissement, l'arrivée et le processus menant à l'implantation des deux nouveaux programmes, l'échéance du mandat à la Direction générale, le renouvellement des politiques internes, et ce, dans la plus grande collégialité qui fait de Montmorency une institution mobilisante et mobilisée.

1 Au moment de publier ces lignes, l'Assemblée générale du SEECM n'avait pas encore eu le temps de se prononcer sur la question.

### Dons de solidarité

| Cause  | Organismes  | Total       |
|--|---|-------------|
| <b>Le travail</b>                            | Au bas de l'échelle   | 100,00 \$   |
|  | Mouvement action chômage Longueuil                              | 100,00 \$   |
|  | Comité chômage Est Montréal (CCEM)                              | 100,00 \$   |
|  | Comité chômage Montréal (CCM)                                   | 100,00 \$   |
|  | Fondation pour l'aide aux TT accidentés (FATA)                  | 100,00 \$   |
|  | Union des TT accidentés de Mtl (UTTAM)                          | 100,00 \$   |
|  | Conflit STT Hôtel Classique CSN                                 | 100,00 \$   |
| <b>L'éducation populaire et la formation</b> | Conflit STT HÔTEL PUR - CSN                                     | 100,00 \$   |
|  | Conflit STT Hôtel des Gouverneurs Place Dupuis                  | 100,00 \$   |
|  | Centre de Lecture et d'Écriture (CLÉ Montréal)                  | 100,00 \$   |
|  | Groupe ALPHA Laval  | 150,00 \$   |
|  | Institut de coop. et d'éducation des adultes (ICÉA)             | 150,00 \$   |
|  | IRIS  | 100,00 \$   |
|  | Mouvement Éducation Populaire et Action Communautaire           | 100,00 \$   |
| <b>L'action sociale et communautaire</b>     | Centre de prévention des agressions sexuelles (CPIVAS) (Laval)  | 150,00 \$   |
|  | CHOC (Laval)  | 200,00 \$   |
|  | Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)            | 100,00 \$   |
|  | Coalition Main Rouge  | 200,00 \$   |
|  | Ligue des droits et libertés                                    | 200,00 \$   |
|  | Fondation Léo-Cormier   | 100,00 \$   |
|  | Panier de Noël Montmorency                                      | 200,00 \$   |
|  | Association coopérative d'économie familiale-Île Jésus          | 200,00 \$   |
|  | Auberge du cœur L'Envolée (Laval)                               | 200,00 \$   |
|  | Centre de bénévolat et Moisson de Laval                         | 200,00 \$   |
|  | Jeunesse au soleil  | 150,00 \$   |
|  | Travail de rue de l'Île de Laval                                | 100,00 \$   |
|  | Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes Laval      | 150,00 \$   |
|  | Coalition lavalloise contre l'austérité                         | 200,00 \$   |
|  | GRIS  | 100,00 \$   |
|  | ALPABEM   | 100,00 \$   |
|  | ATTAC Québec  | 100,00 \$   |
|  | Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)       | 100,00 \$   |
|  | ASSÉ Fonds des arrêtés  | 100,00 \$   |
|  | Soutien Gabriel Nadeau Dubois                                   | 1 000,00 \$ |
| <b>La condition féminine</b>                 | Carrefour d'intercultures de Laval (accueil réfugiés)           | 100,00 \$   |
|  | Centre Saint-Pierre   | 100,00 \$   |
|  | L'En - Droit Laval  | 100,00 \$   |
|  | Collectif échec à la guerre                                     | 50,00 \$    |
|  | Table de concertation de Laval en condition féminine (TCLCF)    | 100,00 \$   |
|  | Centre des femmes de Laval                                      | 100,00 \$   |
|  | Maison L'Esther (violence faites aux femmes et enfants) (Laval) | 100,00 \$   |
|  | Maison Le Prélude (hébergement + service d'écoute) (Laval)      | 100,00 \$   |
|  | Maison Lina   | 100,00 \$   |
|  | Dimension travail des femmes (Laval)                            | 150,00 \$   |
| <b>La presse alternative</b>                 | Fondation Léa Roback (bourses d'études)                         | 100,00 \$   |
|  | Fondation La rue des femmes                                     | 125,00 \$   |
|  | Fédération des femmes du Québec                                 | 200,00 \$   |
|  | L'autjournal  | 200,00 \$   |
|  | Revue À Babord I  | 100,00 \$   |
|  | L'Ultimatum   | 100,00 \$   |
|  | Relations   | 100,00 \$   |
|  | Radio centre-ville  | 100,00 \$   |
|  | Didacta (6 livres sur Michel Chartrand)                         | 48,00 \$    |
|  | Nouveaux cahiers du socialisme                                  | 100,00 \$   |
| <b>La solidarité internationale</b>          | L'itinéraire  | 100,00 \$   |
|  | Amnistie Internationale   | 100,00 \$   |
|  | Alternatives, la solidarité en action                           | 200,00 \$   |
| <b>Total</b>                                 | Projet PHEM (Coll. Montmorency)                                 | 200,00 \$   |
|  |   | 8 123,00 \$ |

**Réclamons  
le salaire minimum à 15 \$ l'heure !**



# Les États généraux de l'enseignement supérieur. Penser l'éducation que l'on veut et se mobiliser en conséquence



Chantale

Madeleine Ferland

Du 18 au 20 mai dernier se sont tenus, à l'Université Laval, les États généraux de l'enseignement supérieur<sup>1</sup> (ÉGES). La rencontre était préparée depuis des mois par 25 organisations gravitant autour de l'éducation supérieure (syndicats, associations étudiantes, groupes communautaires et revue militante). On est, ici, dans le champ gauche et du camp des humanistes.

Une première soirée fut consacrée à un panel durant lequel ont été présentés un certain nombre de grands enjeux de l'enseignement supérieur au Québec : la confrontation des logiques humanistes et néolibérales, la précarité étudiante, les étudiants adultes à l'université, le financement, les possibilités de se mobiliser autour

de ces thèmes.

La journée du vendredi fut quant à elle une avalanche d'idées engendrées par des discussions stimulantes. La matinée a fait place à trois séries d'ateliers thématiques. L'un portait sur le financement, l'autre sur les missions et le troisième sur l'accès aux études supérieures. L'après-midi fut occupé par deux séries d'ateliers, chacun offrant un choix parmi sept ateliers. Des pratiques de gouvernance à l'autoritarisme de certaines administrations, en passant par les perspectives féministes en enseignement supérieur, les violences sexuelles et la santé mentale, le service public, la marchandisation, la concurrence, le clientélisme, l'assurance qualité et les modifications au Règlement sur le régime des études collégiales (RREC), les thèmes de préoccupation ne manquent pas pour les militants-es et ces ÉGES sont une occasion de choix pour prendre un temps d'arrêt, y réfléchir et en discuter.

De ce foisonnement, se dégagent de multiples pistes de réflexion et d'action. Portrait impressionniste de quelques lignes de force.

On le sait, le vocabulaire associé à l'éducation a changé et continue de se

transformer. Nous avons assimilé la conception des compétences, des clients... Parfois avec ironie et distance critique. Cela dit, il n'empêche que l'institution en est pétrie. La qualité en est le plus bel exemple : comme si nous n'œuvrions pas par définition pour une éducation de qualité et comme si celle-ci était mieux assurée par des critères définis technocratiquement plutôt que par la réflexion interne des gens qui pratiquent leur métier. Il est nécessaire de se réapproprier les mots afin qu'ils véhiculent bien les valeurs que nous défendons.

Qu'on ne s'y trompe pas, la marchandisation de l'éducation ne signifie pas moins d'intervention de l'État, elle signifie une transformation des finalités de cette intervention, à savoir l'utilisation des fonds publics à des fins privées (Maxime Ouellet). Citant Guy Breton (recteur de l'UdeM), Maxime Ouellet fait observer que dans la vulgate contemporaine de l'éducation supérieure « les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises. » Bien entendu, nous n'en sommes pas encore là. Mais de mettre en lumière qu'il s'agit d'un objectif central permet de mieux comprendre la redé-

<sup>1</sup> Plus exactement, il s'agissait du « Premier rendez-vous des partenaires en enseignement supérieur dans le cadre des États généraux de l'enseignement supérieur ».

finition de l'institution<sup>2</sup> en cours.

Au centre des inquiétudes se trouvent les effets quotidiens de la gouvernance sur la vie collégiale et la vie syndicale. Sous des oripeaux renouvelés, la gouvernance impose en fait de vieilles tactiques visant à démanteler les coutumes existantes (ici la collégialité fondée sur la vie départementale et l'administration par les pairs) pour en instaurer de nouvelles, plus en phase avec les velléités du jour (en langage contemporain, ça s'appelle « l'innovation »). Outre que le poids du personnel des collèges et des universités diminue dans les conseils d'administration, on commence à y voir des professeurs-es exclus de certaines discussions et de certaines décisions parce qu'ils sont, supposément, en « conflit d'intérêt » du fait de leur participation à des activités syndicales. On voit également des directions qui prennent leurs décisions sur la base de sondages administrés à des individus qui ne sont représentatifs que d'eux-mêmes, plutôt que de donner le temps à la vie départementale de produire des avis en collégialité. Certaines de ces directions ne reconnaissent même plus les syndicats d'enseignants-es comme des interlocuteurs valides et emploient diverses tactiques (allant des consultations individuelles aux repréailles envers les officiers syndicaux) pour tenter de discréditer les représentants-es du

corps professoral.

Tout cela appelle une question brûlante : qu'est-ce qu'on fait ? Diane Lamoureux observe que la montée du néolibéralisme en éducation s'est faite avec une part de complicité de notre part. Plus concrètement, pour Marianne Di Croce, il faut se demander jusqu'où on doit aller dans les réponses aux demandes des administrations, notamment dans le fonctionnement en mode urgence qui tend de plus en plus à s'imposer comme une évidence, alors qu'il ne l'est pas. Il faut nous demander

Certaines [...] directions ne reconnaissent même plus les syndicats comme des interlocuteurs valides.

également dans quel piège nous nous plaçons nous-mêmes lorsque nous œuvrons avec les mots mêmes du néolibéralisme, à l'origine des problèmes que nous tentons de combattre.

En plus de ces analyses, bien nécessaires au demeurant, les États généraux sont, en bout de piste, un appel à nous mobiliser. Le samedi matin fut moment de plénière, consacrée notamment à élaborer un plan de travail pour la suite des ÉGES, avec pour horizon affiché d'élaborer des revendications communes pour mieux défendre les institutions d'enseignement supérieur comme bien public.

Des actions sont à entreprendre à divers plans :

- se réapproprier les mots ;

- instaurer la gratuité scolaire à l'université ;
- faire pression pour restaurer un vrai ministère de l'éducation et non pas pour un ministère de l'industrialisation de l'éducation ;
- défendre la valeur sociale et humaine des programmes d'études ;
- revoir le financement de l'enseignement supérieur en fonction du système éducatif que nous voulons ;
- reprendre notre place dans les instances (CA, etc.) ;
- défendre le fonctionnement en collégialité et empêcher la centralisation du pouvoir ;
- contrer toute forme de dévalorisation des corps d'emploi par les gestionnaires ;
- placer la précarité au cœur de nos revendications : précarité enseignante et aussi étudiante.

Ce premier rendez-vous des partenaires en enseignement supérieur dans le cadre des États généraux de l'enseignement supérieur aura des suites. Le collectif a déjà convenu d'organiser un deuxième rendez-vous au printemps 2018 et de le faire précéder de rencontres régionales à l'automne 2017 et à l'hiver 2018. En somme, un espace collectif de réflexion et de mobilisation a été créé pour défendre notre vision de l'enseignement supérieur. Chacun.e est convié à le renforcer !

<sup>2</sup> Redéfinition qui se fait selon cinq axes (Ouellet) : gouvernance, financement, pédagogie et programmes, assurance-qualité, privatisation de la production des connaissances.



# Pourquoi avoir une piscine au Collège?

Annick Beauregard, philosophie



À dix-huit ans, j'ai arrêté d'aller à l'école. J'avais un DEC en science de la nature. Puis, mon devenir humain aurait pu s'arrêter là.

J'ignorais que je ne savais pas cuisiner : pour dîner pendant mes cours, j'ouvrais une boîte de conserve avec un canif afin d'en manger directement le contenu. On ne m'avait pas dit qu'un bon repas c'était quelque chose de plus que de la nourriture.

J'ignorais que je n'avais jamais vraiment vu les étoiles : je voyais parfois des étoiles dans le ciel de Montréal quand mes cours finissaient tard. On ne m'avait pas dit qu'en région le ciel étoilé c'était autre chose qu'en ville.

J'ignorais que je ne savais pas nager : j'étais capable de me déplacer dans l'eau, j'étais allée à la piscine une fois avec l'école primaire, je m'en souviens car j'avais attrapé des boutons partout sur le corps, mais je m'étais bien débrouillée dans l'eau. On ne m'avait pas dit que nager c'était quelque chose de plus.

À dix-huit ans donc, par manque d'argent et pour d'obscures raisons, j'ai quitté le système scolaire. On ne s'est pas rendu compte qu'on m'avait échappée sans m'avoir fait voir certaines des choses les plus importantes dans la vie.

Je ne sais par quel instinct, je m'en suis rendu compte. Pendant quelques années, j'ai fait des petits boulots

pour me payer : des cours de cuisine, des cours de plein air, des cours de natation. Je ne saurais dire si ça s'est bien passé. Par exemple, j'ai fait les randonnées du mont Washington sous la pluie d'octobre, sans manteau imperméable en trimbalant un sac de couchage dans un sac de vidange que je tenais à bras le corps. Je ne me suis plaint de rien. J'ai été renversée, j'ai vu les étoiles. Je passe outre les anecdotes de natation et de cuisine.

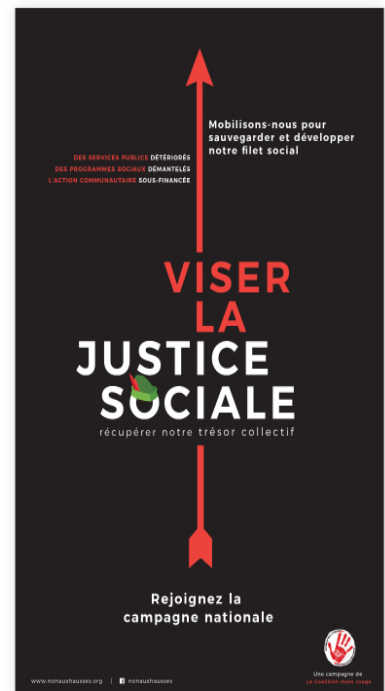
À dix-huit ans donc, par manque d'argent et pour d'obscures raisons, j'ai quitté le système scolaire.

Ce qui importe, c'est que d'autres jeunes québécois ne quittent le Cégep (ou le réseau scolaire) sans avoir été introduits à ce genre de choses importantes de la vie. Le niveau collégial est le dernier endroit où on offre de la formation générale à la personne pour elle-même, c'est la dernière chance qu'on a pour parachever leur culture humaine et il ne faut pas la manquer. Après, ça dépend d'eux. En effet, j'ai raccroché, mais le pari était risqué.

Au cégep où j'ai étudié, il n'y avait pas de café étudiant servant des mets préparés sur place, il n'y avait pas de cours de plein air et, surtout, il n'y avait pas de piscine. J'aurais dû avoir accès à cela dans mon développe-

ment. Quand j'avais cet âge-là, je n'aurais pas pu le dire, car je ne savais pas que je ne savais pas. Maintenant que je sais, je ne veux plus m'en passer. Et, je ne veux pas que des jeunes quittent le Cégep sans avoir fait ces expériences.

On m'a dit que la piscine ne figurait pas dans les plans de réaménagement du Collège. Ça me fait peur. Pouvoir nager sur son lieu de travail ou d'étude, ça n'a pas de prix à mes yeux. Il n'y a rien comme l'immersion dans l'eau pour sentir qu'on a un corps et qu'il est en vie.



# Concrétisation de la proposition de l'AG sur les toilettes mixtes

Lors de l'assemblée générale du 25 avril 2017, les membres du SEECM ont adopté la proposition suivante :

*Attendu l'importance de permettre aux personnes trans d'avoir accès aux toilettes de leur choix;*

*Attendu que de nombreux établissements d'enseignement supérieur et que de plus en plus d'écoles primaires et secondaires donnent accès à des toilettes mixtes ou non genrées;*

L'Assemblée générale demande :

**Que le SEECM fasse des représentations auprès du collège Montmorency pour que soit prévu, dans le cadre du prochain agrandissement, l'aménagement de toilettes mixtes ou non genrées.**

**Que le SEECM fasse des représentations auprès du collège Montmorency pour que les toilettes individuelles soient mixtes ou non genrées et identifiées comme telles.**

À la suite de cette assemblée, l'Exécutif a rencontré la Directrice des ressources matérielles et des services financiers pour lui présenter la demande des membres.

En revenant, cet automne, nous avons été heureux de constater que des modifications quant à l'identification des toilettes individuelles avaient déjà été apportées afin de les rendre mixtes et non genrées.



Crédit : Emilie Sarah Caravecchia



# Party syndical de fin d'année



Crédit : Emilie Sarah Caravecchia

# À l'agenda : dates à retenir

**15 octobre** : Manifestation pour un salaire minimum à 15 \$/h, métro Lionel-Groulx, 10 h

**18 octobre** : Commission des études

**26-27 octobre** : Regroupement cégep à Chicoutimi

**27 octobre** : Comité relation de travail

**28 octobre** : Manif Coalition main rouge

**31 octobre** : Assemblée générale

**9-10 novembre** : Bureau fédéral à Québec

## Les membres des comités 2017-2018

### PARITAIRES :

**RELATIONS DE TRAVAIL** Yves Bégin, Louis Caron, Richard Crépeau, Jean-François Gagnon, Danielle Lalonde, Carole Morache, François Pepin

**COMMISSION DES ÉTUDES** Niki Messas (formation générale), Jean-François Gagnon (sciences de la nature), Hélène St-Denis (sciences humaines), David Lamontagne (arts et lettres), Geneviève Boily (secteur santé), Catherine Nadjem (secteur bâtiment), Isabelle Girard (secteur administration et bureautique), Alain Pilon (informatique et électronique), Marilyne Beauregard (horticulture, muséologie et tourisme), Josée Chevalier et Karine L'Ecuyer (toute provenance) **PERFECTIONNEMENT** Guillaume Dupuy, Marc Élie Lapointe et François Pepin **SANTÉ-SÉCURITÉ** Julie Lecomte et François Pepin **ACCÈS À L'ÉGALITÉ** Louis-Pilippe Caron-Lanteigne et Carole Morache **CONTRE LE HARCELEMENT** Emilie Sarah Caravecchia et Julie Drolet **AIDE AU PERSONNEL** Postes vacants **COMITÉ D'ACTION ET DE CONCERTATION EN ENVIRONNEMENT (CACE)** Alexe Vigneault-Pinard, Emilie Sarah Caravecchia, François Lareau et Véronique Arsenault (substitut) **ÉDUCATION INTERCULTURELLE** Karine L'Ecuyer, Josée Lalonde, Simon Leduc et Marise Lysie Théagène **CONSEIL D'ADMINISTRATION** Jean-Philippe Martin et Annie Saint-Germain **FORMATION GÉNÉRALE** Jorge Negretti (secteur préuniversitaire) et Marie-André Plourde (secteur technique) **RÉVISION DU PLAN STRATÉGIQUE** Pierre-Olivier Bois (substitut), Josée Chevalier, Julie Drolet, Karine L'Ecuyer, Carole Morache (subst.), Jorge Negretti

### SYNDICAUX :

**EXÉCUTIF** Karine L'Ecuyer, présidente; Josée Chevalier, secrétaire; Carole Morache, trésorière; François Pepin, CRT; Emilie Sarah Caravecchia, information et mobilisation

**INFORMATION** Julie Demanche, Fabrice Masson-Goulet et Annie Claude Thériault **FEMMES** Aline Djerrahian, Jessica Millette et Véronique Pageau **SURVEILLANCE DES FINANCES** Josiane Nadeau et Louise Robidoux **PRÉCARITÉ** Ivan Constantineau, Dominic Germain et Marc Élie Lapointe **DONS DE SOLIDARITÉ** Josiane Nadeau **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE** Thomas Bangobango et Carl Durocher **PROJETS INTERNATIONAUX** Josianne Blouin, Karine L'Ecuyer, Philippe De Oliveira, David Lamontagne et Philippe Lang **ASSURANCES ET RETRAITE** Richard Crépeau, Guillaume Dupuy et Sylvain Saint-Amour **DIVERSITÉ SEXUELLE** Dominic Germain, Jean J Lussier et Jessica Millette **MOBILISATION** Simon Leduc et Catherine Savard **CONSEIL CENTRAL** Karine L'Ecuyer, Catherine Savard et Carole Morache **ÉCOLE ET SOCIÉTÉ** Pascal Chevrette, Madeleine Ferland, Sonia Labrecque, Chantal Lagacé, Jean-Philippe Martin **ACTION SUR L'OFFRE ALIMENTAIRE** Valérie Cholette, Maxime Cormier, Julie Filion, Étienne Godard Flamand, Valérie Lafrance

Le comité d'information attend vos articles en tout genre. Vous pouvez soumettre des textes d'opinion, des anecdotes et tranches de vie collégiale, des critiques de films ou de livres, des couvertures d'événements, des informations, des questions, des caricatures, etc.

Il suffit de nous envoyer le tout par courrier électronique à [syndens@cmontmorency.qc.ca](mailto:syndens@cmontmorency.qc.ca). Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur-e. Les images où aucun crédit n'est mentionné sont libres de droits. Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Montmorency, 475, boulevard de l'Avenir, Laval, Québec, H7N 5H9, Local : B1389Tél : 450-668-1344 ou 975-6268, [syndens@cmontmorency.qc.ca](mailto:syndens@cmontmorency.qc.ca)

**COMITÉ D'INFORMATION**, Julie Demanche, Fabrice Masson-Goulet et François Rioux. **RESPONSABLE** Emilie Sarah Caravecchia.

**RÉVISION** Les membres du comité d'information et le comité exécutif. **INFOGRAPHIE** Emilie Sarah Caravecchia et Tommy Girouard-Belhumeur.



Imprimé par des employés-es syndiqués-es de la Confédération des syndicats nationaux,  
« parce que la sous-traitance, c'est mal ! » — Le comité information